

## **Procès verbal**

Le mardi 09 décembre 2025 à 19 heures 00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 28 novembre 2025, s'est réunie sous la présidence de Suzette CLAPIER.

Secrétaire de la séance : Jean-Pierre CHAMBERT

**Présents** : Jean-Pierre CHAMBERT, Suzette CLAPIER, Nadine DODEMAN, Jean-Pierre FABRE, Sophie GERMAIN, Sabine LAFON, Gilles LAGARRIGUE, Justine MAILHE, Cindy PETITJEAN, Yves ROTTE, Christian VALIERE, Sébastien XAVIER

**Représentés** : Laurent DELPERIE représenté par Jean-Pierre CHAMBERT

**Absents et excusés** : Dimitri BERTHELIN

### **Ordre du jour** :

### **Ordre du jour**

- Aveyron Ingénierie : approbation règlement intérieur,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- convention d'occupation provisoire et précaire du 01/01/2026 au 31/12/2026 parcelle ZM 114 les Oulières,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- convention d'occupation provisoire et précaire du 01/01/2026 au 31/12/2026 parcelle ZL 316 la Garenne,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- SIEDA : adhésion groupement d'achat,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- voirie 2025 : avenant et DM n°3,
  - Travaux régie / voirie : Christian VALIERE,
- fixation du cadre général d'amortissement des biens,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- participation SIL 2024 : décision d'amortissement valant DM 4,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- assainissement collectif : adoption du tarif du supplément de prix de la redevance pour la performance des systèmes / année 2026,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- assainissement collectif : révision de la redevance au 01/01/2026,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,
- attribution du marché pour l'achat d'un tracteur valant DM n°4,
  - Aménagement équipement : Jean-Pierre CHAMBERT,
- travaux Testas : approbation plan de financement prévisionnel,
  - Aménagement équipement : Jean-Pierre CHAMBERT,
- A.S.C.B.R. : attribution subvention de fonctionnement 2025 sur activités 2024,
  - Administration générale : Suzette CLAPIER,

### **Délibérations du conseil :**

#### **AVEYRON INGENIERIE : APPROBATION DU NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR D'AVEYRON INGENIERIE (N° DE\_035\_2025)**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'à l'initiative du Département et de l'Association Départementale des Maires de l'Aveyron et en vertu de l'article L. 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été décidé de créer une Agence Départementale sous la forme d'un Établissement Public Administratif.

L'article L. 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « *cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier* ».

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a été décidé par délibération du 04/07/2013 d'adhérer à Aveyron Ingénierie et de s'acquitter d'une cotisation annuelle ainsi que de désigner un représentant au sein de l'Assemblée Générale de l'Agence.

Madame le Maire précise au Conseil Municipal qu'Aveyron Ingénierie s'est dotée d'un nouveau règlement intérieur qui va notamment permettre de ne plus signer de convention spécifique pour chaque mission. Il convient donc d'approuver ce règlement intérieur valant acceptation du cadre et des modalités d'intervention de l'Agence.

Compte tenu de l'adhésion de la commune au service foncier d'Aveyron Ingénierie par délibération du 17/12/2019 et du fait de la substitution de cette convention par le règlement intérieur, il convient donc de confirmer l'adhésion au service foncier de l'Agence.

#### **Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :**

- **Confirme** son adhésion à l'Agence Départementale Aveyron Ingénierie ;
- **Confirme** adhérer au service proposé par l'Agence Départementale de rédaction d'actes en la forme administrative et publication au service de la publicité foncière et de l'enregistrement dans le cadre de l'article L.1311-13 du Code général des Collectivités territoriales, service désormais régi par le règlement intérieur de l'Agence ;
- **Approuve** le règlement intérieur de l'établissement public concernant les relations entre l'Agence et ses adhérents tel qu'annexé à la présente délibération.

Délibération : adoptée

**CONVENTION D'OCCUPATION PROVISOIRE ET PRECAIRE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026  
PARCELLE ZM 114 LES OULIERES (N° DE\_036\_2025)**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération en date du 13 décembre 2016 portant location de la parcelle sise les Oulières à Sanvensa section ZM n°114 d'une superficie totale de 6183 m<sup>2</sup>, sur laquelle est implantée la station d'épuration sur une emprise de terrain d'environ 3883 m<sup>2</sup>.

Elle précise que la partie du terrain non utilisée est destinée à recevoir la future extension de celle-ci lorsque sa capacité sera atteinte.

A ce jour seule une location à titre provisoire et précaire peut être consentie en application de l'article L 411-2 du Code Rural qui permet d'écarter le statut de fermage.

Elle précise que l'indice des fermages 2025 est de 123.06 (+0.42 %).

Elle demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer et de déterminer le prix de la location.

Le Conseil Municipal,

Où l'exposé de Madame le Maire,

Considérant que la location garantira la préservation de la terre sans entraîner de frais pour la Commune, décide :

- de proposer en location précaire pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026 sous convention d'occupation provisoire et précaire les 2300 m<sup>2</sup> de terre appartenant à la parcelle ZM n°114 (en application de l'article L 411-2 du Code Rural qui permet d'écarter le statut de fermage), indiquant de manière expresse qu'ils devront être libérés sur simple demande de la Commune sans pouvoir prétendre à indemnisation.
- d'en fixer le prix à 43.91 € pour 2026 soit 0.2300 ha \* 190.90 €/ha,
- d'autoriser Madame le Maire à engager et signer toute procédure utile.

Délibération : adoptée

**CONVENTION D'OCCUPATION PROVISOIRE ET PRECAIRE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026 -  
PARCELLE ZL 316 LA GARENNE (N° DE\_037\_2025)**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 13 décembre 2016 portant location de la parcelle ZL 316 afin d'éviter les frais d'entretien à la commune.

Elle précise que la convention à passer avec l'agriculteur est prise en application de l'article L 411-2 du Code Rural qui permet d'écarter le statut de fermage.

Elle explique à l'assemblée que ce terrain est destiné à l'aménagement d'un lotissement et qu'il doit rester disponible pour répondre aux demandes de toutes personnes désirant s'installer sur la commune et qu'en conséquence, il ne peut être loué qu'à titre provisoire et précaire et qu'il ne doit, en aucun cas, bénéficier des dispositions des lois et règlements concernant les statuts de fermage.

Elle précise que l'indice des fermages 2025 est de **123.06 soit + 0.42 %**.

Elle demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer et déterminer le prix de la location.

Le Conseil Municipal,

Où l'exposé de Madame le Maire,

Considérant que la location garantira la préservation de la terre sans entraîner de frais pour la Commune,

Décide :

- De reconduire la location de la parcelle ZL 316 pour une superficie de 18000 m2 pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026,
- de la proposer en location précaire sous convention d'occupation provisoire et précaire, prise en application de l'article L 411-2 du Code Rural qui permet d'écarter le statut de fermage, indiquant de manière expresse qu'elle devra être libérée sur simple demande de la Commune sans pouvoir prétendre à indemnisation,
- de fixer le prix pour la zone cultivable de 18 000 m2 à **343.62** euros soit 1.8 ha \* 190.90 €/ha
  - les 21989 m2 restant correspondent au lac, au terrain de tennis et divers, sont exclus de la convention d'occupation provisoire et précaire.
- d'autoriser Madame le Maire, à procéder aux formalités utiles à la location de la parcelle.

Délibération : adoptée

#### SIEDA : ADHESION CENTRALE D'ACHAT (N° DE\_038\_2025)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu l'article L 2113-2 du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°20250524 portant création de la centrale d'achat du SIEDA,

Vu la convention d'adhésion à la centrale d'achat du SIEDA,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal la possibilité d'adhérer à la CENTRALE D'ACHAT du SIEDA Syndicat Intercommunal d'Énergie du Département de l'Aveyron.

Compte tenu des besoins de la collectivité,

Compte tenu de l'opportunité de bénéficier de l'expertise technique du SIEDA,

Compte tenu du fait que l'utilisation de la Centrale d'Achat permet de s'exonérer des formalités de publicité et de mise en concurrence,

Compte tenu, enfin, de la facilité en termes de procédure et de l'absence d'obligation de procéder à des commandes,

L'adhésion à ce dispositif représente donc un réel intérêt pour la Commune et un nouveau levier d'action dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'achat.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL**

**ADHERE** à la Centrale d'Achat du SIEDA,

**APPROUVE** la convention d'adhésion à la centrale d'achat du SIEDA,

**AUTORISE** Madame à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette adhésion notamment la signature de la convention,

Délibération : adoptée

**VOIRIE 2025 : AVENANT 1/MARCHE VALANT DM N°3 (N° DE\_039\_2025)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 à L.2122-23 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération DE\_018\_2025 portant validation du marché de voirie 2025 conclu avec l'entreprise ETPLV 12260 Villeneuve ;

Vu le projet d'avenant n°1 ayant pour objet la modification du montant du marché ;

Considérant que cet avenant modifie les conditions financières du marché initial et nécessite une autorisation préalable du Conseil municipal ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DÉCIDE**

- d'approuver l'avenant n°1 au marché de voirie 2025 conclu avec l'entreprise ETPLV d'un montant de 26 099.50 € HT, portant ainsi le marché à 88 680.50 € HT - 106 416.60 € TTC,

- d'autoriser Madame le Maire à signer ledit avenant ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre,

- d'inscrire les crédits nécessaires à la dépense supplémentaire en approuvant la décision modificative suivante :

Investissement		Recettes	Dépenses
231 - 305	VOIRIE 2024	0	-6 791.41
231 - 310	VOIRIE 2025	0	6 791.41
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

Délibération : adoptée

**FIXATION DU CADRE GENERAL D'AMORTISSEMENT DES BIENS DE LA COLLECTIVITE (N° DE\_040\_2025)**

Le Conseil municipal,

Vu le CGCT ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Considérant la nécessité de définir des durées d'amortissement cohérentes et conformes aux règles comptables ;

**Délibère :**

**Article 1 – Objet**

La présente délibération fixe les règles générales d'amortissement des immobilisations de la collectivité.

**Article 2 – Méthode**

L'amortissement est pratiqué **en mode linéaire**, à compter du premier jour du mois suivant la mise en service du bien.

**Article 3 – Durées d'amortissement**

Les durées maximales suivantes sont adoptées :

- 5 ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études, auxquelles sont assimilées les aides consenties aux entreprises,
- 30 ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations.

**Article 4 – Application**

Les services adaptent les durées en fonction des caractéristiques des biens et mettent à jour le tableau des immobilisations.

**Article 5 – Exécution**

Madame le Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

**PARTICIPATION SIL 2024 : DECISION D'AMORTISSEMENT DE LA DEPENSE VALANT DM 4 (N° DE\_041\_2025)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'exécution du Budget Principal 2024, notamment à l'article 2041511,

Considérant l'inscription des crédits au Budget Principal 2025,

Considérant la délibération DE\_040\_2025 portant fixation du cadre général d'amortissement des biens de la commune,

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal le versement d'une participation d'un montant de 4 812.86 € (imputation 2041511) sur le budget 2024 au profit de Ouest Aveyron Communauté dans le cadre de la mise en place de l'opération Signalisation Information Locale (SIL).

Elle précise que cette dépense est amortissable à partir de l'exercice 2025 et qu'il y a lieu d'ouvrir les crédits nécessaires au Budget Principal, et de procéder aux réajustements des comptes en approuvant la décision modificative suivante :

Fonctionnement		Recettes	Dépenses
681 (042)	Dot. amort. et prov. Charges de fonct. Participation SIL	0	481,29
023 (042)	Virement à la section d'investissement	0	-481,29
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Investissement		Recettes	Dépenses
28041511 (040) - 0	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel Participation SIL	481,29	0
021 (040) - 0	Virement de la section de fonctionnement	-481,29	0
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- décide de procéder à l'amortissement de la participation à l'opération Signalisation Information Locale (SIL) d'un montant de 4 812.86 € - imputation 2041511,
- fixe la durée d'amortissement à 10 ans, conformément à sa durée probable d'utilisation,
- dit que l'amortissement commencera à compter de l'exercice 2025 sur la base du plan linéaire annuel,
- approuve la décision modificative telle que proposée,
- autorise Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

ASSAINISSEMENT COLLECTIF : ADOPTION DU TARIF DU SUPPLEMENT DE PRIX DE LA REDEVANCE POUR LA PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF / ANNEE 2026 (N° DE\_042\_2025)

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

Vu la délibération n° DL/CA/24-49 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne portant fixation des tarifs de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Considérant que la redevance « pour prélèvement sur la ressource en eau » est maintenue, mais que les redevances « pour pollution d'origine domestique » et « pour modernisations des réseaux de collecte » ont été remplacées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, par la redevance « sur la consommation d'eau potable » et par deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part, et « des systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif :

- Elle est facturée par l'Agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (c'est-à-dire la station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ;  
il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau Adour-Garonne facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit ;
- La **contre-valeur** de la redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement sous la forme d'un « **supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement** » et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement.

Considérant l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé à 0.25 €HT par mètre cube le tarif de base de la



redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2026.

Considérant que pour l'année 2026, le coefficient de modulation de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif est estimé à 0,3.

Considérant qu'il convient de fixer le tarif du « **supplément au prix du m<sup>3</sup> facturé au titre de l'assainissement collectif** » précité.

Considérant que ce supplément au prix constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif, il doit donc être assujéti à la TVA au taux en vigueur si la commune est assujéti à la TVA.

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

**Décide :**

De fixer à 0.075 €HT /m<sup>3</sup> le supplément au prix du m<sup>3</sup> facturés (0.25 €/m<sup>3</sup> \* Coeff 0.3) aux usagers de l'assainissement collectif correspondant à la contre-valeur de la « *redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif* » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Délibération : adoptée

**ASSAINISSEMENT COLLECTIF : REVISION REDEVANCE AU 01/01/2026 (N° DE \_043\_2025)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R2224-19-1 à 7,

Vu la délibération du 01 décembre 2004 portant création du budget annexe assainissement collectif,

Vu la délibération du 25 janvier 2022 DE\_2022\_005 portant révision de la redevance d'assainissement collectif,

Vu la délibération du 10 décembre 2024 DE\_050\_2024 portant révision de la redevance d'assainissement collectif,

Considérant la décision en date du 10/10/2024 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Adour Garonne portant 12<sup>ème</sup> programme pluriannuel d'intervention pour la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2030,

Madame le Maire indique au Conseil Municipal que la redevance d'assainissement collectif perçue par la commune permet de réaliser l'entretien et la création des réseaux d'assainissement mais également de créer et d'assurer le bon fonctionnement de la station d'épuration.

Elle précise également les modalités de calcul en vigueur :

- L'article R.2224-19-2 du Code Général des collectivités territoriales et notamment l'arrêté du 06 août 2007 prévoit que la part de la facture non proportionnelle au volume d'eau consommée est plafonnée à 40% du coût du service pour une consommation d'eau de 120 mètres cubes.
- L'attribution par l'Agence Adour Garonne d'une subvention implique que la commune bénéficiaire soit en mesure de maîtriser les coûts supportés ce qui nécessite la récupération des coûts d'investissement et d'exploitation. Pour ce faire l'Agence fixe un tarif minimum, soit le coût d'un mètre cube pour la facturation de 120 mètres cubes supérieur ou égal à 2.00 Euros (redevance pour modernisation des réseaux de collecte incluse).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- De fixer l'abonnement annuel à 90 Euros et de porter la partie variable à 1.18 Euros par mètres cubes d'eau consommée.
- Rappelle que cette redevance annuelle sera perçue sur les usagers raccordés ou raccordables, qu'elle sera recouvrée dans le 2° ou 3° trimestre de l'année N+1.
- Dit que l'augmentation de la redevance sera applicable à partir de la facturation 2027 (consommations 2026).

Délibération : adoptée

**PROGRAMME TRAVAUX REHABILITATION LOGEMENT ANCIENNE ECOLE DE TESTAS :  
MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT (N° DE\_044\_2025)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le Contrat Territorial de Relance et de Transition Ecologique pour le PETR Centre Ouest Aveyron 2021-2026, Vu le Contrat Territorial Occitanie 2022-2028, Vu la délibération n° DE\_004\_2025 du 28 janvier 2025 valant approbation du projet de travaux et le plan de financement prévisionnel pour la réhabilitation de l'ancienne école de Testas,

Considérant la nécessité de mettre à jour le plan de financement pour tenir compte :

- des montants de subventions révisés,
- de la réévaluation du coût du projet,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal les modifications à apporter et présente le plan de financement réactualisé :

Plan de financement prévisionnel						
Financeurs	Dispositif	Dépenses éligibles		Taux sur dépense éligible	Financement	
Etat	Fonds vert, DETR, DSIL ou autre	Coût projet	589 571 €HT	30%	176 871 €	30%
Région	Dispositif d'aide au logement communal et intercommunal à vocation sociale	Dépenses par logement existant plafonnées à 32 000 €HT/logement (étiquette énergétique projet classe B)	32 000 €HT	30%	9 600 €	2%

		Bonification patrimoniale par logement existant avec dépenses éligibles plafonnées à 10 000 €HT/logement	10 000 €HT	20%	2 000 €	0,3%
		Financement forfaitaire par logement créé	-	-	6 000 €	1%
		Bonification forfaitaire "biosourcée" logement créé (ouate de cellulose comble)	-	-	2 000 €	0%
Département	# 2 . 8 Politique départementale de l'habitat	Cout projet	589 571 €HT	30%	176 871 €	30%
Autofinancement HT					216 228 €	37%
<b>TOTAL COUT PROJET HT</b>					<b>589 571 €</b>	<b>100%</b>

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

- **approuve** le nouveau plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus,
- **dit** que les demandes de subvention seront transmises aux financeurs selon le nouveau plan de financement;
- **autorise** Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à mener les démarches auprès des financeurs ;
- **précise** que les crédits correspondants seront ajustés sur le budget primitif 2026 ;
- **charge** Madame le Maire de notifier la présente délibération aux partenaires concernés.

Délibération : adoptée

**ATTRIBUTION DU MARCHE POUR L'ACHAT D'UN TRACTEUR AVEC REPRISE DE L'ANCIEN MATERIEL COMMUNAL VALANT DM 5 (N° DE\_045\_2025)**

**Le Conseil municipal,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de la commande publique, notamment les articles R.2123-1 et suivants relatifs aux marchés à procédure adaptée ;

**Vu** le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprenant le règlement de consultation, l'acte d'engagement et le cahier des clauses particulières (CCP) ;

**Vu** le rapport d'analyse des offres établi par la commission d'analyse des offres ;

**Considérant** que la consultation a été lancée selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique, pour un montant estimé à 80 000 € HT ;

**Considérant** que 4 entreprises ont remis une offre dans les délais impartis ;

**Considérant** les critères d'attribution annoncés dans la consultation :

- prix (pondération : 40 %),
- valeur technique du matériel (pondération : 20 %),
- délais d'intervention et service après-vente (pondération : 40 %) ;

**Considérant** que l'offre de l'entreprise **ETS LAGARRIGUE 12200 Morlhon le Haut**, établie pour un montant total de **59 800 € HT soit 75 760€ TTC** :

- achat tracteur AXOS 3.120 TREND : 95 760€ TTC-79 800€ HT

- reprise tracteur communal Mc Cormick : 20 000€ net de taxe,

a été classée économiquement la plus avantageuse ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

### DÉCIDE

- d'attribuer le marché public pour l'acquisition d'un tracteur destiné aux services communaux à l'entreprise:

**ETS LAGARRIGUE 12200 Morlhon le Haut,**

pour un montant de **59 800 € HT** (soit **75 760 € TTC**) correspondant à la soule de la transaction (achat-reprise),

- d'autoriser Madame le Maire à signer :

- l'acte d'engagement,

- le marché,

- tous documents nécessaires à l'exécution du présent marché.

- d'approuver la décision modificative suivante et d'inscrire la dépense d'acquisition du tracteur ainsi que les frais annexes de procédure au budget communal :

Fonctionnement		Recettes	Dépenses
		0	0
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Investissement		Recettes	Dépenses
2135 - 0	Installations générales, agencements	0	-96 380 €
2182 - 315	Matériel de transport Tracteur AXOS 3.120 TREND	0	96 380 €
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

- de charger Madame le Maire de procéder à la notification du marché au titulaire.

Délibération : adoptée

A.S.C.B.R. : ATTRIBUTION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2025 SUR ACTIVITES 2024  
(N° DE\_046\_2025)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les crédits ouverts au Budget Primitif 2024,

Considérant la demande de subvention en date du 26 novembre 2025 de l'ASCBR de La Fouillade,

Madame le Maire présente au Conseil Municipal la demande de subvention 2025 de l'ASCBR de La Fouillade pour un montant de 1 029.00 €. Elle rappelle les modalités de calcul et répartition entre les communes bénéficiaires : la Fouillade, St André de Najac, Lunac, Najac, Monteils, Bor et Bar et Sanvensa. Elle précise que la subvention globale entérinée par l'ancienne communauté de Communes de Najac s'élève à 16 000 €. Lors de la fusion de Communautés de Communes en 2017, ce champ étant hors compétence communautaire, il a été décidé d'un commun accord que cette somme serait répartie comme suit :

- 50 % à la charge de la commune de La Fouillade
- le solde 8000 € : au prorata de la fréquentation pour les autres communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 029.00 € au profit de l'ASCBR, qui sera versée directement à la commune de La Fouillade en remboursement de l'avance de subvention faite par cette dernière.
- dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025.

Délibération : adoptée

Suzette CLAPIER  
Président de séance

Jean-Pierre CHAMBERT  
Secrétaire de séance



A large, stylized signature in black ink, consisting of several sweeping strokes.